



Rennes, le 18 mars 2021

Objet : Déclaration préalable à la CAPD

Monsieur l'IA-DASEN,

Dans son discours du mercredi 31 mars, le président Macron a annoncé une nouvelle fermeture des écoles et un changement de calendrier scolaire. Nous voici de nouveau devant une annonce brusque et unilatérale, synonyme de difficultés d'organisation et de dégradation des conditions de travail. Enfermé dans sa stratégie du déni et du mensonge, le ministre n'a écouté personne et il prétend aujourd'hui une nouvelle fois que tout est prêt alors que rien n'a manifestement été fait que ce soit en termes d'équipement des personnels et des élèves, ou de formation.

Cette nouvelle fermeture des écoles arrive après des mois qui ont été particulièrement éprouvants pour les équipes. Ce mois de mars 2021, les personnels du département ont notamment dû faire face à une explosion des non remplacements. Quelques dizaines de professeur·es des écoles en plus auraient permis de ne pas brasser les élèves et d'améliorer leurs conditions d'apprentissage et les conditions de travail des enseignant·es. Il est dommageable que le Ministère n'en ait pas pris conscience.

Pourtant, combien de postes peut-on créer avec 200 millions d'euros ? Plusieurs dizaines par département sans aucun doute, alors que seulement une dizaine d'enseignant·es a été recruté·es dans les écoles du département.

Ces personnels sont précaires et doivent préparer le concours en plus de leur classe. Nos syndicats renouvellent la demande qu'elle·ils bénéficient du concours.

Revaloriser, reconsidérer ou consolider les enseignant·es du premier degré n'est pas la priorité budgétaire du gouvernement, malgré l'affichage d'une priorité aux écoles. En ces temps de Covid, l'école ressemble de plus en plus à une gigantesque garderie qui permet à l'économie de fonctionner, plutôt qu'à l'école pour tous et toutes que nous voulons, lieu d'éducation, d'émancipation et de coopération.

Depuis la loi de transformation de la fonction publique, le dialogue social se réduit comme peau de chagrin. Dans le contexte sanitaire, il se résume à des échanges en visio. Plus personne n'attend rien du Ministre Blanquer. Face au mépris Ministériel nous ne baisserons pas les bras.

La CGT éduc'action 35 et SUD éducation 35